Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 58/25 - IX – CIV

Audience publique du dix-neuf juin deux mille vingt-cinq

Numéro CAL-2024-00865 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Françoise WAGENER, premier conseiller,
Linda CLESEN, greffier assumé.

E n t r e :

La société à responsabilité limitée **SOCIETE1.) SARL** (anciennement SOCIETE1.) SARL), établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Patrick KURDYBAN de Luxembourg du 5 juillet 2024,

comparant par Maître Geoffrey PARIS, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

1. **PERSONNE1.)**, demeurant à L-ADRESSE2.),
2. **PERSONNE2.)**, veuf de **PERSONNE3.)**, demeurant à D-ADRESSE3.),

intimés aux termes du prédit exploit KURDYBAN du 5 juillet 2024,

comparant par la société anonyme KRIEGER ASSOCIATES S.A., inscrite sur la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Georges KRIEGER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Par jugement civil n° 2024TALCH20/00057 rendu en date du 2 mai 2024, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg a :

- rejeté le moyen de nullité du compromis de vente tel que soulevé par la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l (ci-après « SOCIETE1.) »),
- constaté que le compromis de vente a été résolu aux torts exclusifs de SOCIETE1.),
- dit la demande de SOCIETE1.) en modération de la clause pénale non fondée,
- partant, en a débouté et condamné SOCIETE1.) à payer à PERSONNE1.) et à PERSONNE2.) (ci-après « les consorts PERSONNE1.) et PERSONNE2.) ») le montant de 69.000.- euros au titre de la clause pénale stipulée dans le compromis de vente,
- dit qu'il n'y a pas lieu d'assortir le prédit montant de 69.000.- euros des intérêts légaux,
- dit la demande des consorts PERSONNE1.) et PERSONNE2.) en relation avec les frais liés à la non-comparution de SOCIETE1.) partiellement fondée,
- partant, a condamné SOCIETE1.) à payer aux consorts PERSONNE1.) et PERSONNE2.) le montant de 1.436,63 euros au titre de frais et honoraires du notaire Maître Karine REUTER déboursés pour le « PV non-comparution n°17528 du 25/11/2022 », avec les intérêts légaux à compter de la demande en justice, jusqu'à solde,
- dit que le taux d'intérêt légal sera majoré de trois points à l'expiration du troisième mois qui suit la signification du jugement,
- débouté pour le surplus,
- dit la demande des consorts PERSONNE1.) et PERSONNE2.) en allocation d'une indemnité de procédure, sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, partiellement fondée,
- partant, condamné SOCIETE1.) à payer aux consorts PERSONNE1.) et PERSONNE2.) une indemnité de procédure de 2.000.- euros,
- dit la demande de SOCIETE1.) en allocation d'une indemnité de procédure, sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, non fondée,
- partant, en a débouté,
- condamné SOCIETE1.) aux entiers frais et dépens de l'instance.

De ce jugement lui signifié en date du 24 mai 2024, SOCIETE1.) a interjeté appel par acte d'huissier du 5 juillet 2024.

Discussion

Par conclusions notifiées en date du 13 septembre 2024, les consorts PERSONNE1.) et PERSONNE2.) soulèvent la tardiveté de l'appel : le délai de 40 jours ayant expiré le 3 juillet 2024 à minuit, l'appel interjeté le 5 juillet 2024 l'aurait forcément été hors délai.

Les consorts PERSONNE1.) et PERSONNE2.) sollicitent l'obtention d'une indemnité de procédure de 1.500.- euros pour l'instance d'appel, sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile et la condamnation de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL (anciennement SOCIETE1.) aux frais et dépens de la même instance.

Par conclusions notifiées en date du 16 janvier 2025, la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL s'en remet à la sagesse de la Cour quant à la recevabilité de son acte d'appel et conteste la demande adverse en obtention d'une indemnité de procédure. Elle réfute le fait qu'elle aurait délibérément manqué d'enrôler son appel.

Appréciation de la Cour

L'article 571, alinéa 1^{er} du Nouveau Code de procédure civile dispose que « *le délai pour interjeter appel sera de quarante jours : il courra, pour les jugements contradictoires, du jour de la signification à personne ou domicile* ».

L'article 1256 du Nouveau Code de procédure civile dispose que pour tout délai de procédure, la computation se fait à partir de minuit du jour de l'acte, de l'événement, de la décision ou de la signification qui le fait courir et que le délai expire le dernier jour à minuit.

Suivant l'article 1260 de ce même code, les jours fériés sont comptés dans les délais. Tout délai qui expirerait normalement un samedi, un dimanche, un jour férié légal ou un jour férié de rechange, est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Il ressort du dossier que le jugement entrepris a été signifié à SOCIETE1.) le 24 mai 2024 par voie d'huissier.

Le délai d'appel étant de 40 jours, ce dernier est donc venu à expiration le 3 juillet 2024, un mercredi, à minuit.

L'appel ayant été interjeté le 5 juillet 2024, il est dès lors tardif.

Au vu du fait que les consorts PERSONNE1.) et PERSONNE2.) ont dû se faire représenter en instance d'appel, prendre des conclusions, dans le cadre d'un appel manifestement tardif, leur demande formulée sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile est fondée en son principe : il serait en effet manifestement inéquitable de laisser à leur charge l'intégralité des sommes non comprises dans les dépens qu'ils ont dû exposer, notamment les honoraires déboursés auprès de leur avocat : la demande est à dire fondée, *ex aequo et bono*, à concurrence de 1.500.- euros.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les frais et dépens de la présente instance à charge de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL (anciennement SOCIETE1.).

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

dit l'appel **irrecevable** ;

condamne la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL (anciennement la société à responsabilité limitée SOCIETE1.)) à payer à PERSONNE1.) et à PERSONNE2.) une indemnité de procédure de 1.500.- euros ;

condamne la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL (anciennement la société à responsabilité limitée SOCIETE1.)) aux frais et dépens de l'instance, avec distraction au profit de la société KRIEGER ASSOCIATES SA, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Georges KRIEGER, affirmant en avoir fait l'avance.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier assumé Linda CLESEN.